

Lausanne, Bern, Lugano, le 12 janvier 2018

Communiqué de presse

Commission des Institutions politiques du National

Protection des données: Berne temporise en repoussant la révision de la loi. Inacceptable!

L'Alliance des organisations de consommateurs (Fédération romande des consommateurs, Stiftung für Konsumentenschutz et Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana) déplore que la Commission des Institutions politiques du Conseil national vienne de décider d'échelonner la révision totale de la Loi sur la protection des données (LPD) en deux étapes. Cette décision ne tient pas compte des problèmes rencontrés par les consommateurs au jour le jour concernant la protection de leurs données. Les trois organisations ont quotidiennement à traiter de litiges, de témoignages et de questions en lien avec cette problématique brûlante.

La Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N) qui traite de la révision totale de la Loi sur la protection des données vient de [décider d'échelonner](#) la révision prévue en deux étapes. Dans un premier temps, elle veut se pencher sur les adaptations au droit européen qui s'imposent, avant de procéder, dans un deuxième temps, à la révision totale de la Loi sur la protection des données.

L'Alliance des organisations de consommateurs trouve cette décision regrettable : en effet, la Loi sur la protection des données doit être adaptée rapidement aux développements technologiques et aux enjeux de notre société de communication actuelle. En repoussant la révision totale, la CIP-N fait fi des problématiques rencontrées par les consommateurs dans leur vie quotidienne.

Depuis plusieurs années, les problèmes liés à la protection des données se multiplient. Il y a notamment eu les cas du [Swisspass](#), de [Swisscom-Admeira](#), ou encore de [Postfinance](#). Une révision de la loi s'avère urgente et doit être effectuée dans les meilleurs délais. En repoussant la révision totale de la LPD, la CIP-N ne tient pas du tout compte de cette problématique et laisse la Suisse rester très en arrière en ce qui concerne la protection des données.

Thème prioritaire de l'année 2018, l'Alliance des organisations de consommateurs se battra ces prochains mois pour que celui-ci ne soit pas mis sous le tapis par le Parlement.

Renseignements complémentaires

FRC: Florence Bettschart, Responsable Politique & Droit, info@frc.ch, 021 331 00 90

SKS: Sara Stalder, Directrice, 078 710 27 13

ACSI: Laura Regazzoni, Secrétaire générale, 079 725 14 18